



Communiqué de presse intersyndical

Détricotage des DPE : reflet de l'absence de stratégie nationale en faveur du logement et de la transition environnementale

Alors que l'opinion publique avait les yeux rivés sur Matignon pour l'annonce des mesures budgétaires, **une autre annonce était faite de manière bien plus discrète le 9 juillet**, pourtant d'importance elle aussi : **celle du détricotage des DPE**.

Après les abandons liés aux ZFE et au ZAN, le gouvernement propose de remettre dans le parc locatif plus de 850 000 de passoires énergétiques en révisant le calcul du Diagnostic de Performance Énergétique sans permettre de mieux apprécier la performance thermique d'un logement.

C'est une mise en lumière du recul des ambitions écologiques du Gouvernement en matière de rénovation des passoires et bouilloires thermiques, à peine une semaine après la vague de canicules qui a traversé la France de part en part. Et cela souligne une nouvelle fois, l'absence de politique nationale du logement depuis 2017.

Nos organisations syndicales sont particulièrement inquiètes quant à l'avenir du soutien public aux rénovations performantes, seules à même de nous permettre d'atteindre les objectifs climatiques et d'assurer la protection des ménages contre la précarité énergétique.

Dans ce contexte difficile, nous demandons que le gouvernement renonce à une réforme moins visible mais tout aussi importante : celle du diagnostic de performance énergétique (DPE). En apparence technique et anodine, la réforme envisagée du "facteur de conversion de l'énergie finale en énergie primaire de l'électricité" ou "coefficient d'énergie primaire" du DPE impacterait en réalité des millions de ménages.

Au contraire, il faut un choc de l'offre de logements, mais pas en précarisant des ménages locataires de passoires énergétiques, pas en désresponsabilisant les propriétaires dans leurs obligations de rénover leurs logements, pas en donnant le sentiment que la transition environnementale est une variable d'ajustement à la charge des salariés, agents de la fonction publique, retraités et privés d'emploi !

Le stop and go n'est plus possible. La lisibilité est essentielle pour que chacun comprenne quelle est la stratégie nationale, le récit que nous construisons, et l'avenir que nous voulons.

Les organisations syndicales de travailleuses et travailleurs signataires demandent que le DPE s'articule à une ambition forte visant une évaluation rigoureuse de la qualité thermique des logements, qu'une nouvelle réflexion soit conduite afin de massifier les rénovations énergétiques, et enfin qu'une véritable stratégie de production de logement soit déployée à l'échelle nationale, permettant de faire face aux immenses besoins.

Liste des signataires

Jocelyne Cabanal, secrétaire nationale de CFDT

Nathalie Bazire, secrétaire confédérale CGT

Pascal Lagrue, secrétaire confédéral FO

Christophe Roth, secrétaire national CFE-CGC